

COORDONNEES :

Société :

.....

Adresse :

.....

.....

.....

Nom du contact :

.....

Téléphone :

.....

Courriel :

.....

Selarl BCM

Administrateurs judiciaires associés

35-37, Avenue Sainte-Foy

92200 NEUILLY SUR SEINE

V/Réf: CHC/KOU/ AFF: N° 35774 RJ SARL ADVIZIUM

COTE: R2 : PLAN DE CESSION

SOUS-COTE : CONTACT

Mon Cher Maître,

Par jugement en date du 05/07/2023, le Tribunal de Commerce de NANTERRE a ouvert une procédure de Redressement Judiciaire à l'égard de la Société SARL ADVIZIUM, dont le siège est 37-39 Rue de Neuilly, , CLICHY (92110) et a nommé la Selarl BCM que vous représentez, en qualité d'Administrateur Judiciaire avec mission d'assistance.

Intéressé par l'étude de ce dossier, je vous remercie de bien vouloir m'adresser un dossier de présentation de la société SARL ADVIZIUM (ci-après désignée "La société") en Redressement Judiciaire me permettant de savoir si confirme son intérêt pour le dépôt d'un projet de plan de redressement de ses activités.

Je vous confirme que la société agit pour son propre compte et non comme intermédiaire pour une autre personne physique ou morale.

Je vous confirme, conformément aux dispositions des articles L 642-3 du Code de Commerce que :

- je ne suis ni parent ni allié jusqu'au deuxième degré inclusivement du dirigeant de la société,
- je ne suis ou n'ai été contrôleur au cours de la procédure directement ou par personne interposée,
- je ne suis personnellement ni dirigeant, ni exploitant d'une entreprise en situation de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire non clôturée,
- je ne suis pas frappé par une décision judiciaire, d'interdiction de gérer une entreprise commerciale ou de faillite personnelle.

Je reconnais par la présente que les informations juridiques, commerciales, sociales et financières (ci-après désignées "les informations"), qui pourraient être mises à sa disposition sous quelque forme que ce soit, tant par vous-même que par la société ou ses associés, sont strictement confidentielles et ne peuvent être divulguées.

Je m'engage à ne pas divulguer à des tiers les codes d'accès fournis pour accéder à une data room virtuelle.

Je m'engage en conséquence, au terme de la présente lettre, à conserver la plus stricte confidentialité sur ces informations et m'engage tout particulièrement à :

1° - Ne pas initier ou accepter d'engager sans votre accord préalable écrit, des contacts de quelque nature que ce soit avec le personnel de la société ou avec d'autres tiers ayant une relation actuelle ou potentielle avec la société.

2° - Ne pas utiliser ces informations confidentielles sans votre accord écrit préalable pour d'autres raisons que l'étude de la société en Redressement Judiciaire. En particulier, ne pas utiliser ces informations confidentielles pour lui faire concurrence. A ce titre, je m'interdis de prendre contact directement ou indirectement avec les clients et fournisseurs de la société en Redressement Judiciaire, sauf votre accord préalable écrit.

3° - Ne pas faire référence des informations confidentielles, sans votre accord écrit préalable, dans des communications à des tiers, ni de se prévaloir de la possession d'un dossier de présentation de la société en Redressement Judiciaire.

4° - A limiter par tout moyen approprié la diffusion totale ou partielle et l'utilisation des informations à mes seuls salariés, directement chargés d'évaluer l'opportunité de déposer un plan de reprise et à mes conseils extérieurs dont je juge l'opinion indispensable. J'informerai ces personnes de la nature confidentielle de ces informations qu'elles devront traiter comme telles.

5° - Au cas où je déciderais de ne pas poursuivre le projet de déposer un plan de redressement ou si je ne dépose pas d'offre de reprise dans le délai que vous fixerez, je m'engage à vous retourner sans délai tous les originaux des documents contenant des informations concernant la société en Redressement Judiciaire qui m'ont été transmis.

6° - Je m'engage à vous restituer ces documents dans la quinzaine du jugement arrêtant le plan de redressement, si mon projet de plan de redressement n'était pas retenu par le Tribunal.

7° - Je continuerai à conserver confidentiel le contenu des discussions et négociations et conserverai secrètes toutes les informations que je pourrais recevoir ainsi que celles que je pourrais développer à partir de ces dernières.

Le présent engagement ne s'applique pas aux informations qui sont déjà publiques au moment où elles me sont transmises, ni à celles qui deviendraient publiques autrement que par mon fait.

Je reconnais que la société et/ou ses actionnaires subiraient un préjudice certain et important si je ne respectais pas les obligations de secret et de confidentialité contenues dans la présente lettre.

Je prends acte que le dossier et les documents communiqués par vos soins sont établis sur des données chiffrées et informations communiquées par la société en Redressement Judiciaire. Je prends acte que vous n'avez pas révisé ou fait réviser, ni audité ou fait auditer ces informations qui me sont transmises sous toutes réserves.

Je reconnais que vous ne garantissez ni l'exactitude ni le caractère exhaustif des informations transmises.

Je renonce en conséquence à engager votre responsabilité sur la nature et le contenu du dossier de présentation de la société en Redressement Judiciaire et plus généralement de l'ensemble des documents qui me seront transmis.

Le présent engagement de confidentialité est régi par la loi française et soumis à la compétence exclusive du Tribunal de Commerce de NANTERRE ayant ouvert la procédure de redressement judiciaire à l'égard de la société susvisée.

Je m'engage à respecter les engagements pris dans le présent document pendant une période de trois ans à compter de sa signature.

Veillez agréer, Mon Cher Maître, l'expression de mes salutations distinguées.

Fait à

Le

Signature

(mention manuscrite "lu et approuvé")